



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 2

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2021

Document d'action « Renforcement des capacités sécuritaires de la Côte d'Ivoire – Projet DEFEND »

PLAN D'ACTION ANNUEL 2021

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	« Renforcement des capacités sécuritaires de la Côte d'Ivoire – Projet DEFEND » Numéro CRIS : NDICI AFRICA/2021/43259 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui L'action contribue à la Team Europe Initiative (TEI) Côte d'Ivoire - « Paix et Stabilité »
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée en République de Côte d'Ivoire
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel en Côte d'Ivoire 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Domaine prioritaire 3 – Renforcer l'État de Droit et la gouvernance démocratique, maintenir la paix et la stabilité Secteur 3.2 – Paix, stabilité et cohésion sociale <i>Objectif spécifique :</i> Préserver la Côte d'Ivoire comme pôle de stabilité en Afrique de l'Ouest, tout en veillant à accroître la participation des femmes dans toutes les questions relatives à la paix et à la stabilité <i>Résultats attendus :</i>

	<p>La capacité de la Côte d'Ivoire à répondre aux menaces émergentes nourrissant l'instabilité est renforcée (terrorisme, trafic international, trafic et traite des personnes, cybercriminalité).</p> <p>Les facteurs de conflit sont traités et la cohésion sociale renforcée en soutenant les structures de paix, les dialogues intercommunautaires et les moyens d'existence locaux.</p>			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	<p>Domaine prioritaire 3 – Renforcer l'État de Droit et la gouvernance démocratique, maintenir la paix et la stabilité</p> <p>Secteur 3.2 – Paix, stabilité et cohésion sociale (DAC 152)</p>			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal (1 uniquement): 16 – Paix, justice et institutions efficace</p> <p>Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: ODD 3 - Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ; ODD 5- Egalité entre les sexes ; ODD10 – Inégalités réduites</p>			
8 a) Code (s) CAD	<p>15210 Security system management and reform – 50 %</p> <p>15220 Civilian peace-building, conflict prevention and resolution – 50 %</p>			
8 b) Principal canal de distribution @	Gouvernement tiers (coopération déléguée) - 13000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé: 10 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 10 000 000 EUR</p> <p>L'action fait partie de la TEI « Paix et Stabilité » et la France y contribuera à travers la mise à disposition d'expertise technique (coopérants français basés au sein des différentes forces). L'Allemagne et l'Italie souhaitent également prendre part à cette initiative. Les montants des contributions des Etats membres n'ont pas encore été déterminés avec précision (montants indicatifs: France 85 000 000 EUR, Italie, 2 600 000 EUR, Allemagne 32 000 000 EUR).</p> <p>L'engagement de la contribution de l'UE aux Initiatives Équipe Europe prévues dans ce plan d'action annuel sera complété par d'autres contributions des partenaires de l'Équipe Europe. Il est sujet à la confirmation formelle de la contribution significative de chacun des partenaires aussi tôt que possible. Dans le cas où les Initiatives Équipe Europe et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut continuer en dehors du cadre des Initiatives.</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de	Modalité du projet			

financement et mode de gestion)	Gestion indirecte avec entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.1 : l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale (Expertise France- AFETI)
--	--

1.2 Résumé de l'Action

Le cycle électoral et les récentes attaques à la frontière nord de la Côte d'Ivoire révèlent de nombreuses faiblesses quant à la solidité du « pacte social » et de la sécurité intérieure et extérieure du pays. Pour la stabilité de la région, mais également pour préserver les intérêts européens, il est essentiel que la Côte d'Ivoire reste un pôle de stabilité dans une région volatile. Ainsi, l'action envisagée propose de contribuer à la paix et à la stabilité dans le Nord de la Côte d'Ivoire afin de permettre un développement durable de cette zone dans l'esprit du nexus « sécurité et développement ». Cette action s'inscrit dans le cadre de l'ODD « Paix, justice et institutions efficace » et un focus sera mis particulièrement sur la protection des populations les plus vulnérables, principalement les femmes.

L'action vise à renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité, à sécuriser le territoire et à protéger les populations, dans une zone où le niveau de violence des groupes armés terroristes empêche les forces de l'ordre (police et gendarmerie) d'y faire respecter l'ordre. Une fois mieux équipées et formées, les forces armées ivoiriennes seront en mesure d'empêcher les groupes armés terroristes en provenance du Burkina Faso de s'implanter durablement dans ces zones frontalières qu'ils pourraient ensuite utiliser comme base arrière pour planifier et conduire des attaques ailleurs dans le pays. In fine, cette sécurisation permettra le retour de l'État dans des zones souvent délaissées afin de fournir les services de base auxquels la population aspire. Une composante en soutien au redéploiement des services de l'État viendra donc compléter le soutien aux forces de défense.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la priorité 3 du PIP, « renforcer l'Etat de droit et la gouvernance démocratique, maintenir la paix et la stabilité ». Elle contribue à la TEI « Paix et Stabilité », qui comprend un volet important de sécurisation des régions du Nord. Préparée en coordination avec les forces françaises en Côte d'Ivoire (cf. 2.1 Contexte), l'action vient compléter le soutien européen aux forces de sécurité en apportant une réponse de terrain opérationnelle à la frontière là où la France apporte un soutien logistique et met à disposition des coopérants à des fins, notamment, de conseil stratégique.

Cette action s'inscrit tant dans une stratégie de long terme de lutte contre les groupes extrémistes, que dans une action immédiate de renforcement du contrôle du territoire, pour répondre à la pression exercée au nord-ouest du pays. En raison de cette pression, le gouvernement prépare une loi de finance rectificative pour augmenter le budget du ministère de la défense (MINDEF).

Les actions prévues dans la TEI « Paix et Stabilité » concernent également le renforcement de la qualité de la gouvernance (dans les domaines de la justice, des migrations, de la prévention des conflits...). Cet axe majeur est également couvert par la France, l'Allemagne et l'Italie.

Cette action contribue à la priorité politique « Gouvernance, paix et sécurité, développement humain », aux piliers 4 et 5 du Consensus européen pour le développement (Paix - Sociétés pacifiques et inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, État de droit et droits de l'homme pour tous ; Partenariat) et à l'ODD 16.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

« Par la loi n° 2016-886 du 08 novembre 2016, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'une nouvelle Constitution. Soucieuse de bâtir un État de droit dans lequel les droits humains, les libertés publiques et la dignité de la personne humaine sont mieux respectés, la Côte d'Ivoire réaffirme son attachement aux valeurs culturelles, spirituelles et morales dans sa diversité ethnique et religieuse. »¹.

¹ Conseil des droits de l'homme, Rapport national présenté conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme, Côte d'Ivoire, 19 juin 2019, A/HRC/WG.6/33/CIV/1

La Côte d'Ivoire n'a pas totalement tourné la page de la violence des conflits de 2002 et 2010, les acquis de la paix sont encore loin d'être consolidés et la menace terroriste pourrait rapidement mettre à mal un équilibre encore précaire.

La sécurité intérieure s'annonce comme un défi majeur de la Côte d'Ivoire pour les années à venir. En effet, la Côte d'Ivoire est adossée à des zones de conflit (frontières septentrionales) qui tendent à s'étendre sur son sol (multiplication d'actions offensives par des groupes terroristes à la frontière du Burkina Faso).

Cette menace latente s'est manifestée à travers les attaques terroristes de Grand Bassam en mars 2016 et récemment de Kafolo en juin 2020 et mars 2021.

À plus long terme les risques de phénomènes de radicalisation de la jeunesse ne sont pas exclus. Dans ce contexte, la confiance de la population dans les institutions, en particulier celles responsables de la justice et de la sécurité, et l'action de la société civile en faveur de la cohésion sociale seront des points clés.

Maintenir la stabilité de la Côte d'Ivoire fait partie des préoccupations majeures de l'UE et de ses États Membres. Il s'agit de contenir la menace terroriste qui impacte à la fois les pays voisins, et qui a des répercussions sur la sécurité en Europe.

Sur le plan interne, la menace principale s'analyse autour des facteurs liés à la qualité de la gouvernance et de l'action publique, la crise économique qui résulterait d'une baisse de la croissance, du niveau de résilience et de gestion des effets du changement climatique et des pandémies (Ébola, COVID-19) et dans une plus importante mesure, de l'instabilité politique.

La faible présence de l'État dans certaines zones rurales (par exemple, la distance moyenne d'un village au centre d'état civil est de 83km), l'absence de couverture sociale des travailleurs (90 % des travailleurs ivoirien ne bénéficient pas d'une couverture sociale) bien que la Côte d'Ivoire ait ratifié (2015) la Convention n°155 sur la sécurité et la santé des travailleurs², le niveau de corruption (104^e sur 180 pays en perception), l'existence conflits communautaires (5 morts à Duékoué en décembre 2020) sont autant de facteurs qui favorisent le rejet de l'État ainsi que la migration irrégulière et l'absence de cohésion sociale.

Par cette action, l'UE entend soutenir l'État ivoirien dans le renforcement du contrôle de son territoire, particulièrement au Nord du pays, qui devient une zone active des groupes terroristes comme en témoignent les dernières attaques du mois de mars 2021. Au-delà de l'aspect sécuritaire, c'est le nexus sécurité-développement qui sera mis en œuvre dans le cadre de cette action, à travers l'accompagnement du déploiement/redéploiement des forces de sécurité, l'appui aux services sociaux de base et enfin, l'appui à un dialogue État-population (y compris des cadres de dialogue spécifique pour les femmes et les jeunes). Cette approche peut apparaître comme innovante là où les interventions aux frontières ne se concentrent que sur l'aspect sécuritaire.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

La situation sécuritaire du Nord de la Côte d'Ivoire dépend intrinsèquement de celle des pays riverains. En 2018 et 2019, la situation sécuritaire au Burkina Faso s'est dramatiquement détériorée, avec une augmentation significative des zones touchées par les attaques terroristes, une augmentation du nombre d'attaques et du nombre de victimes, notamment dans le Sud du pays. L'émergence d'une menace terroriste au sud du Mali laisse redouter une situation similaire au Mali. Cette détérioration de la situation au Burkina Faso, puis possiblement au Mali dans les mois à venir, fait craindre aux pays riverains, dont la Côte d'Ivoire, un éventuel débordement de la menace terroriste dans les régions nord de leurs territoires. En Côte d'Ivoire, cette crainte est d'autant plus justifiée qu'il existe un risque de radicalisation de certaines populations locales du fait de facteurs religieux, socio-économiques et politiques, dans un contexte de développement Sud-Nord déséquilibré qui favorise des sentiments d'abandon, de frustration et d'exclusion chez les personnes à risque. Le Nord du pays est pourtant une région essentielle qui permet l'acheminement vers le Burkina Faso et le Mali des marchandises en provenance des ports d'Abidjan et surtout de San Pedro.

² Convention adoptée le 22 juin 1981 à Genève, dont la ratification a été autorisée par la loi n°2015-826 du 18 décembre 2015.

Une prise de contrôle de ces régions par des groupes armés terroristes (GAT) serait donc non seulement dramatique pour les populations qui y vivent mais aussi pour l'activité économique des trois pays et pour l'approvisionnement des biens en provenance des ports d'Abidjan et de San Pédro.

Dans un tel contexte, au mois de février 2021, face à la montée des incidents sécuritaires à la frontière avec le Burkina Faso auxquelles les Forces de Sécurité Intérieures (FSI, police gendarmerie, douanes et Eaux et Forêts) ne pouvaient plus faire face seules, le ministère de la Défense a décidé de créer une Zone Opérationnelle Nord avec pour mission de sécuriser le Nord du pays contre l'intrusion de groupes armés terroristes, en étroite collaboration avec les FSI. Forte de près de 2000 militaires, relevés tous les 3 mois, cette opération fait face à de nombreux défis liés la taille de la zone à protéger (630 km de large et une profondeur allant de 90 à 240 km), la porosité des frontières (notamment en saison sèche, facilitant l'infiltration des GAT) une population dont la collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) n'est pas toujours acquise, et des modes d'action des GAT (attaques brutales de nuit, pose d'Engin Explosif Improvisés (EEI), notamment dans l'Est de la zone) qui nécessitent des savoir-faire et des équipements spécifiques qui manquent aux FDS ivoiriennes.

Conscientes de la menace, les autorités ivoiriennes ont déjà pris un certain nombre de décisions, complémentaires à celle de la création de cette zone opérationnelle Nord, visant à renforcer la lutte contre le terrorisme dans le cadre de l'État de droit : déploiement à Korhogo d'un pool d'officiers de police judiciaire (OPJ) rendant compte au procureur anti-terroriste d'Abidjan, création d'un centre de fusion du renseignement à Abidjan, achat de pièces détachées pour remettre en état une partie du parc automobile, et achat de moyens aériens de surveillance devant être déployés dans le Nord.

L'action vise à renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité, à sécuriser le territoire et à protéger les populations en tant que titulaires de droits (à l'intégrité physique, la sécurité, l'accès à la justice, la prévention de la torture), dans une zone où le niveau de violence des groupes armés terroristes empêche les forces de l'ordre classiques (police et gendarmerie) d'y faire respecter l'ordre. Une fois mieux équipées et formées, les forces armées ivoiriennes seront en mesure d'empêcher les groupes armés terroristes en provenance du Burkina Faso de s'implanter durablement dans ces zones frontalières qu'ils pourraient ensuite utiliser comme de base arrière pour planifier et conduire des attaques ailleurs dans le pays. In fine, cette sécurisation permettra le retour de l'État dans des zones souvent délaissées afin de livrer les services de base auxquels la population aspire légitimement. Une composante en soutien au dialogue Etat-population et au redéploiement des services de l'État en tant que porteur d'obligations pour respecter et protéger les droits humains viendra donc compléter le soutien aux forces de défense.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Gouvernement ivoirien : La responsabilité de la protection du territoire et la lutte anti-terroriste est répartie entre différents ministères : le ministère de l'intérieur et de la sécurité qui a sous sa responsabilité l'emploi des forces de police et de gendarmerie, le ministère de la défense pour les forces armées, le ministère de la justice et des droits de l'homme avec le parquet anti-terroriste, le ministère de l'économie et des finances pour les douanes et le ministère des eaux et forêts.

Les forces de sécurité intérieures installées dans le Nord : Essentiellement police et gendarmerie, elles sont chargées de l'application de la loi. Elles travaillent en étroite collaboration avec les forces armées dans le nord du pays, à la fois pour partager les informations recueillies mais aussi pour intervenir en commun quand nécessaire. La police se concentre dans les villes tandis que la gendarmerie est déployée en dehors des celles-ci. Cette dernière doit pouvoir accompagner au plus près des forces armées afin de s'assurer que les interpellations de suspects se fassent dans le respect de la loi ou pour pouvoir recueillir les éléments de preuve pour apporter une réponse judiciaire aux incidents terroristes. Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires lors de l'examen périodique universel (EPU) « a recommandé à l'État de consolider les progrès enregistrés dans le domaine de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme en organisant régulièrement, avec l'aide de la communauté

internationale, des séminaires et des ateliers de sensibilisation aux droits de l'homme, en particulier à l'intention des membres des forces de sécurité et de l'appareil judiciaire".³

Les forces armées déployées dans le Nord : Il s'agit des forces armées qui opèrent dans la zone d'opération Nord établie en février 2021 avec pour mission de sécuriser le Nord du pays. Elles appartiennent essentiellement à l'armée de terre, avec néanmoins une composante aérienne et forces spéciales. Leur nombre est évalué à près de 2000 hommes, répartis entre un secteur ouest (poste de commandement à Boundiali) et un secteur est (poste de commandement à Kong). Lors du dernier l'Examen périodique universel (EPU, 2019) une des recommandations formulées concernait les forces armées : « Allouer davantage de ressources à la lutte contre la violence sexuelle, y compris celle imputable au personnel des forces armées, et poursuivre les auteurs de tels actes ».⁴

Organisations de la société civile et leaders communautaires, représentant en particulier les femmes, les jeunes et les personnes vivant dans les situations les plus vulnérables telles que les personnes handicapées : la société civile en Côte d'Ivoire est très dynamique et les leaders communautaires sont très respectés dans le Nord du pays. Ces personnes représentent les populations au sein d'instance comme les comités consultatifs d'éthique ou les comités locaux de sécurité dans lesquels elles peuvent faire remonter les doléances des populations auprès des FDS. Lors du dernier EPU, il a été recommandé de « Continuer d'appuyer le rôle important de la société civile et de coopérer avec elle pour améliorer la situation des mineurs délinquants ».⁵

Partenaires internationaux : Il n'y a pas de partenaires internationaux déployés en permanence dans le Nord. La France reste le partenaire le plus impliqué dans la coopération de sécurité avec notamment des coopérants long terme dont certains pourront être impliqués dans la mise en œuvre du projet, à travers l'apport d'expertise technique et leur rôle de conseils auprès des forces de sécurité et de défense ivoiriennes. Néanmoins, d'autres pays comme les États-Unis, Israël, apportent un soutien aux FDS sous la forme de formations ponctuelles.

Les bénéficiaires finaux sont les **communautés**, en particulier celles vivant dans les zones où l'insécurité est la plus forte, ainsi que la population en général. Une attention particulière est portée à l'égard des femmes, des enfants et des personnes handicapées. Leur implication dans l'identification et la mise en œuvre des activités de rapprochement civilo-militaire leur permettra de vivre dans un climat plus sécurisé et de confiance avec les FDS.

2.3 Autres domaines d'évaluation

Non applicable

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer à la paix et à la stabilité dans le Nord de la Côte d'Ivoire.

L'objectif spécifique (résultats) de cette action est : la protection des populations installées dans la zone opérationnelle nord est renforcée.

Les produits de cette action contribuant à l'objectif spécifique (effet attendu) correspondant sont les suivants:

1.1 La capacité de stationnement et d'intervention des forces armées ivoiriennes dans les zones les plus dangereuses et les plus reculées sont renforcées

³ Conseil des droits de l'homme, Compilation concernant la Côte d'Ivoire Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2019, A/HRC/WG.6/33/CIV/2, p 3

⁴ Conseil des droits de l'homme, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel* Côte d'Ivoire, 2019, A/HRC/42/6, p 16

⁵ Conseil des droits de l'homme, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel* Côte d'Ivoire, 2019, A/HRC/42/6, p 23

- 1.2 Les capacités des forces de sécurité intérieures à accompagner les forces armées dans toute la zone Nord sont renforcées
- 1.3 L'accès aux services de base des populations locales, vivant dans les zones reculées, notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées, est amélioré.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1

- Construction d'emprises sécurisées, avec un effort sur le secteur Est où les attaques sont actuellement concentrées
- Appui à la réorganisation de la chaîne maintenance : construction d'un atelier mécanique mutualisé avec les Forces de Défense et de Sécurité Interieure (FDSI), fourniture de moyens d'évacuation
- Appui à la mobilité : fourniture de kit de lutte contre les Engins explosifs improvisés (EEI), rénovation et achat de véhicules gamme civile
- Appui à la chaîne renseignement : formation à l'emploi de moyens ISR (Surveillance, Renseignement et Reconnaissance) et à l'analyse et à l'exploitation d'image, fourniture d'équipement pour rendre opérationnelle la chaîne renseignement
- Appui à la chaîne santé : fourniture de moyens mobiles et d'équipements de santé, formation aux soins de 1^{ère} urgence, y compris dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux filles, femmes et enfants et la prise en compte des victimes de violences basées sur le genre
- Fourniture d'équipements individuels : protection, santé, optique et optronique, vie en campagne, communication
- Soutien aux activités civilo-militaires (comme les forums de dialogue entre populations et forces de défense et de sécurité) déjà existantes et/ou à définir pendant la phase d'identification

Activités liées au produit 1.2:

- Soutien à l'installation en zones d'insécurité (co-localisation avec forces armées quand possible)
- Appui à la mobilité : mutualisation des moyens de maintenance, rénovation et achat de véhicules
- Fourniture d'équipements individuels : protection, santé, optique et optronique, communication
- Appui à la police judiciaire : formation (y compris sur le respect des droits humains, et la prévention des violences basées sur le genre) et fourniture de kit de prélèvement de preuves

Activités liées au produit 1.3:

- Soutien à l'éducation : rénovation d'écoles, fourniture de kits scolaires
- Amélioration de la qualité de vie : rénovation de petites infrastructures, abduction d'eau, fourniture d'énergie
- Soutien à la santé : rénovation de centres de santé, fourniture de petits équipements, soins par centres de santé mobiles
- Enquête de perception de la relation avec FDS (en complément de celles déjà conduites par USAID dans la région Nord) et appui à un mécanisme de recueil de plainte
- Analyse genre de la zone d'intervention pour identifier les activités à mener avec les CSOs et en particulier les organisations des femmes, jeunes et personnes vivant dans des situations vulnérables (dont les personnes vivant avec un handicap)
- Appui à la diffusion auprès des FDS du guide de bonne conduite (conçu par le projet IFS 2019/490-485) et formation des unités des FDS déployées dans le Nord sur sa bonne application.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Compte tenu des activités prévues, une évaluation stratégique environnementale, une évaluation d'impact environnemental ou une évaluation du risque climatique n'ont pas été conduites à ce stade. Il est néanmoins prévu que les constructions ou les réhabilitations d'infrastructures suivront les règles environnementales (conception adaptée au climat, recours à l'architecture traditionnelle, utilisation de matériaux locaux et utilisation des énergies renouvelables).

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que la dimension genre sera intégrée dans chaque composante de l'action sur base des orientations contenues dans le Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – 2021-2025, en particulier dans le « Domaine d'engagement thématique – Garantir l'absence de toute forme de violence de genre » et le « Domaine d'engagement thématique – Intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité » et le Gender Action Plan pour la Côte d'Ivoire.

La formation des forces de défense et de sécurité sur l'intégration systématique de la perspective de genre basée sur l'analyse de genre, dans leurs contacts avec les populations locales, permettra de prévenir et de protéger contre les crimes, l'exploitation et les conduites inappropriées. Il faudrait également travailler à promouvoir que davantage de femmes dans les forces de défense et de sécurité soient engagées pendant les opérations, y compris à des postes de direction, ce qui pourrait faciliter les contacts avec la population civile féminine

Droits de l'homme

L'action portera une attention soutenue au respect des droits de l'homme par les FDS. D'après Human Rights Watch⁶, des efforts particulièrement nécessaires ont permis de continuer à professionnaliser l'armée et d'améliorer la discipline aux seins des forces de sécurité, en combinant formation et réforme des instances dirigeantes de l'armée.

De même, plusieurs anciens commandants de zone (« comzones »), des commandants militaires haut placés impliqués dans de graves violations des droits humains entre 2002 et 2011, ont été déclassés en mars. D'autres sont cependant toujours en position d'autorité au sein des forces armées.

Cependant, de nombreux membres des forces de sécurité continuent d'avoir des comportements inappropriés (racket, manque de respect envers des autorités traditionnelles, stigmatisation des communautés peuhles), qui sont non seulement inacceptables mais aussi contre-productives car de nature à jeter les victimes de ces comportements dans les bras des GAT. De plus, l'action se déroulant dans une zone frontalière sensible, une attention particulière sera apportée à l'absence de discrimination des populations transfrontalières. Le projet conduira très régulièrement des enquêtes de perception auprès des populations sur le comportement des FDS. Ces résultats permettront de sensibiliser les FDS mais seront aussi utilisés pour orienter la conduite de l'action (en augmentant si nécessaire le budget de l'OS 3 au dépend de l'OS 1) et faire remonter auprès de l'Etat Major des besoins spécifiques de formation et de sensibilisation sur le respect des droits humains. Par ailleurs, le projet travaillera en étroite collaboration avec les autres projets conduits dans la zone en soutien des droits de l'homme (cadre de gouvernance locale par Equal Access International et antennes locales de la Commission Nationale des Droits de l'Homme – CNDH). Enfin, l'accompagnement des forces armées par des gendarmes est de nature à renforcer la redevabilité des premiers et à lutter contre l'impunité, notamment dans le cas de violences sexuelles basées sur le genre, car il revient aux gendarmes de conduire les enquêtes judiciaires pouvant conduire à des sanctions pénales dans le cas d'atteintes aux droits humains commises par des militaires. L'action intègre pleinement l'approche basée sur les droits humains (human rights-based approach) en renforçant les capacités des institutions de sécurité (porteur des obligations) et la responsabilisation des titulaires de droits.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que les constructions ou réhabilitations d'infrastructures veilleront au respect des questions d'inclusion des personnes avec un handicap (accessibilité des infrastructures). Par ailleurs, les militaires seront encouragés à porter une attention aux personnes handicapées dans le cadre des activités civilo-militaires qui seront soutenues par le projet.

Démocratie

⁶ <https://www.hrw.org/fr/world-report/2020/country-chapters/336482>

L'action répond aux priorités du nouveau consensus européen pour le développement : « notre monde, notre dignité, notre avenir » visant la promotion des valeurs universelles de démocratie, gouvernance, État de droit et des droits de l'homme, préalable à la stabilité et au développement durable.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action s'inscrit également dans la Communication « Éléments pour la mise en place d'un cadre stratégique à l'échelle de l'UE visant à soutenir le secteur de la sécurité »⁷ qui promeut la réforme du secteur de la sécurité. L'objectif est de contribuer aux efforts de stabilisation et de mieux protéger/sécuriser la population civile, notamment à travers la protection de leurs libertés fondamentales et l'accès à la justice en cas des violations graves des droits humains. L'action entend aussi à contribuer à un plus grand respect des principes éthiques et de la déontologie militaire. Dans ce sens, elle tend à renforcer la légitimité, la bonne gouvernance, l'intégrité et la viabilité des FACI.

L'action contribuera, par ailleurs, à la résolution des conflits actuels et à la prévention de conflits futurs dans plusieurs zones particulièrement sensibles du pays dont les femmes, les enfants et les autres personnes vulnérables sont souvent les victimes principales. Mais dans le même temps, l'action devra anticiper et prévenir les potentiels conflits qui pourraient découler du renforcement de l'appareil sécuritaire dans ces zones souvent peu favorables à une plus grande présence et souveraineté de l'État. Elle contribuera enfin à renforcer la résilience de populations grâce à l'amélioration de leur accès aux services de base.

Réduction des risques de catastrophes

La réduction des risques de catastrophe n'est pas un objectif spécifique directement visé par cette action. Cependant, le renforcement de l'accès aux services de base, à travers le renforcement du système de santé et d'éducation, ainsi que le renforcement des capacités des communautés dans la zone permettra de mieux répondre aux éventuelles catastrophes et crises humanitaires.

Autres considérations, le cas échéant

n/a

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1-Environnement externe	Dégradation de la situation sécuritaire empêchant la conduite de certaines activités	Moyen	Elevé	Élaboration d'un protocole sécuritaire dès le démarrage du projet, monitoring régulier de la situation sécuritaire en lien avec les FDSI ivoiriennes et les autres partenaires internationaux, souplesse dans le calendrier et la mise en œuvre afin de s'adapter à l'évolution de la situation sécuritaire
3- Ressources humaines et organisationnelles	Poursuite des comportements inappropriés voire violations des droits de l'homme par les FSDI	Moyen	Elevé	Suivi attentif du comportement des FSDI au travers des enquêtes de perception et des comités de gouvernance locaux. Sensibilisation des autorités et usage de la répartition des fonds entre les trois objectifs

⁷ JOIN/2016/031 final

				spécifiques comme levier pour faire modifier les comportements.
1- Environnement externe	Les autorités nationales n'engagent pas assez de moyens humains et financiers dans le Nord pour permettre au projet d'avoir de l'impact	Faible	Moyen	Dialogue régulier politique à haut niveau avec les autorités pour les encourager à poursuivre leurs efforts dans le Nord.
1- Environnement externe	Les actions civilo-militaires soutenues par le projet sont mal ciblées et suscitent des tensions supplémentaires	Moyen	Moyen	Mise en œuvre de l'ensemble des bonnes pratiques du principe « Ne pas nuire » pour cibler les zones et les bénéficiaires. Implication des communautés locales dans la définition et le choix des actions.

Enseignements tirés:

Cette action est similaire à d'autres actions conduites dans les pays voisins du Golfe de Guinée, notamment le Bénin, le Togo et le Ghana. Les leçons tirées de ces précédentes expériences sont les suivantes.

Tout d'abord, une telle action ne peut porter des fruits que si une bonne structuration et le commandement efficace des forces de sécurité et de défense ne dépend pas de façon excessive de l'aide des bailleurs. Autrement dit, cette action doit permettre l'accompagnement d'un processus afin qu'il porte plus de fruit sans que le processus dépende lui-même du soutien de l'UE. La situation la plus favorable étant que l'UE soutienne un processus déjà engagé comme c'est le cas en Côte d'Ivoire avec un commandement opérationnel Nord déjà existant mais nécessitant d'être amélioré.

Par ailleurs, toutes les actions de l'UE doivent être ancrées dans un dialogue politique continu entre l'UE et les autorités des pays partenaires. Ceci est crucial car il permet l'adhésion et garantit l'appropriation nationale et/ou régionale de toutes les interventions. Il ne peut y avoir de solutions imposées de l'extérieur au secteur de la sécurité. L'accent politique doit être mis sur l'augmentation de la responsabilité et de l'appropriation locale.

Une réponse intégrée en matière de sécurité, qui englobe à la fois les forces de défense et de sécurité ainsi que les mécanismes traditionnels liés à la sécurité, doit faire partie d'un effort plus large. Il s'agit en effet de favoriser la stabilisation, la réconciliation et de renforcer la légitimité de l'Etat et de fournir à la population des infrastructures et des services, tels que l'accès à la justice, l'éducation, la santé et la gouvernance et les opportunités d'emploi. Une attention particulière doit être portée au respect des droits humains par les forces de sécurité et de défense.

Enfin, la construction de capacités durables doit non seulement comporter de la formation et de la fourniture d'équipements, mais aussi comporter un volet infrastructure (a minima pour un stockage approprié des équipements fournis) et surtout un volet accompagnement, par des experts long terme, qui permet un processus permanent des leçons tirées de la mise en œuvre des formations reçues. À cet égard, associer à la mise en œuvre du projet des coopérants sécurité d'un ou plusieurs États Membres susceptible de rester après la fin de l'action, est un gage de durabilité de celle-ci.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est :

SI les forces armées sont capable de stationner et d'intervenir dans les zones les plus dangereuses et les plus reculées, **EN SUPPOSANT** que le Ministère de la Défense mette à la disposition de ces forces armées les ressources financières et logistiques suffisantes,

SI les forces de sécurité intérieures sont en mesure d'accompagner les forces armées dans toute la zone Nord, **EN SUPPOSANT** que les éléments de preuve qu'elles récupérerait, y compris en cas de possibles violation des droits de l'homme par les FDS, soient correctement pris en compte dans la chaîne pénale,

SI les conditions de vie des populations vivant dans les zones reculées du Nord, y compris les plus vulnérables, sont améliorées, **EN SUPPOSANT** les FDS se comportent correctement vis-à-vis des populations civiles

ALORS les FDS seront plus à même de protéger les populations dans le Nord, avec un dispositif d'intervention rapide se basant sur un système de renseignement et d'alerte alimenté aussi par les populations locales, **EN SUPPOSANT** que la situation sécuritaire ne se détériore pas de façon significative dans les pays voisins,

Contribuant **AINSI** à la paix et à la stabilité dans le Nord de la Côte d'Ivoire et permettant un développement durable de cette zone.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à la paix et à la stabilité dans le Nord de la Côte d'Ivoire	Indice Mo Ibrahim sur la sécurité et l'état de droit en Côte d'Ivoire	58,2 en 2020	60 en 2024	Rapport annuel de la Fondation Mo Ibrahim	Not applicable
Effet direct 1	La protection des populations installées dans la zone opérationnelle nord est renforcée .	1. Indice de confiance de la population du Nord envers les FDS 2. Nombre de membres de GAT mis hors d'état de nuire (ventilé par sexe) 3. Nombre d'institutions étatiques et d'acteurs non étatiques soutenus dans les domaines de la sécurité, de la gestion des frontières, de la lutte contre l'extrémisme violent, de la prévention des conflits, de la protection de la population civile et des droits de l'homme avec le soutien de l'UE 4. Nombre de personnes ayant directement bénéficié d'interventions soutenues par l'UE dans les domaines de la consolidation de la paix post-conflit civil et/ou de prévention des conflits (désagrégué par sexe)	1 baseline à identifier 2 baseline à identifier 3. Baseline à identifier 4. Baseline à identifier	1 A identifier 2 A identifier	1 Enquêtes de perception 2 Rapports du gouvernement	la situation sécuritaire ne se détériore pas de façon significative dans les pays voisins
Produit 1 lié à l'effet direct 1	La capacité de stationnement et d'intervention des forces armées ivoiriennes dans les zones les plus dangereuses et les plus reculées sont renforcées	1.1 Nombre de soldats installés dans des emprises sécurisées construites avec le soutien de l'UE (désagrégué par sexe) 1.2 Nombre de véhicules roulants disponibles dans la zone opérationnelle Nord grâce au soutien de l'UE (désagrégué par type) 1.3 Nombre de personnes formées au sein des forces armées ivoiriennes et ayant acquis de nouvelles compétences	1.1 0 1.2 0 1.3 0 1.4 0	1.1 A identifier 1.2 A identifier 1.3 A identifier 1.4 A identifier	1.1 Rapports du projet 1.2 Rapports du projet et du bureau logistique du PC de la zone opérationnelle Nord	le Ministère de la Défense met à la disposition de ces forces armées les ressources financières et logistiques suffisantes

		sur l'emploi des moyens ISR grâce au soutien de l'UE (désagrégé par sexe) 1.4 Nombre de personnes formées aux soins de 1ere urgence grâce au soutien de l'UE (désagrégé par sexe)			1.3 Rapports de formation 1.4 Rapports de formation	
Produit 2 lié à l'effet direct 1	Les capacités des forces de sécurité intérieures à accompagner les forces armées dans toute la zone Nord sont renforcées	2.1 Nombre de policiers/gendarmes co-localisés dans des emprises sécurisées (désagrégé par sexe) avec le soutien de l'UE 2.2 Nombre de patrouilles conjointes FACI/FSI mensuelles organisées avec le soutien de l'UE 2.3 Nombre de personnes formées au sein de la police judiciaire et ayant acquis de nouvelles compétences avec le soutien de l'UE (désagrégé par sexe)	2.1 0 2.2 0 2.3 0	2.1 A identifier 2.2 A identifier 2.3 A identifier	2.1 Rapports du projet 2.2 Rapports du PC de la zone opérationnelle Nord 2.3 Rapports de formation	les éléments de preuve recueillis sur le terrain sont correctement pris en compte dans la chaîne pénale
Produit 3 lié à l'effet direct 1	L'accès aux services de base des populations locales, vivant dans les zones reculées notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées, est amélioré	3.1 Nombre de personnes bénéficiant de soins par les centres de santé mobiles des FACI avec le soutien de l'UE (désagrégé par âge et sexe) 3.2 Nombre d'infrastructures civiles rénovées avec le soutien de l'UE 3.3 Nombre d'activités financées par l'UE afin de renforcer les capacités dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité, notamment dans le cadre de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et du soutien à la médiation, et informations détaillées sur ces activités.	3.1 0 3.2 0 3.3 : 0	3.1 A identifier 3.2 A identifier 3.3 A identifier	3.1 Rapports du PC de la zone opérationnelle Nord 3.2 Rapports du projet 3.3 Rapports du projet	Les FDS se comportent correctement vis-à-vis des populations civiles les femmes participent aux activités de dialogue Etat-population

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁸.

4.3.1 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence française d'expertise technique internationale (Expertise France – AFETI), dont les piliers ont été positivement évalués. Cette mise en œuvre implique toutes les activités indicatives prévues dans le cadre des objectifs spécifiques et des produits attendus de l'action.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : organisation présente en Côte d'Ivoire qui présente déjà un historique de coopération avec le ministère de la sécurité et de la protection civile (MSPC); connaissance du contexte et des enjeux spécifiques des programmes au profit des forces de défense et de sécurité ; expertise avérée dans la conduite de programmes similaires dans les pays voisins et dans le cadre de la Force Conjointe G5 Sahel.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la Direction de la Coopération Sécurité et Défense du ministère français des affaires étrangères. La mise en œuvre par cette entité de remplacement serait justifiée en raison des critères suivants mise en œuvre de projets similaires au Ghana et au Togo; expertise dans le domaine technique.

4.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

⁸ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.3	
Objectif/produit « Renforcer les capacités des Forces de Défense et de Sécurité ivoiriennes à protéger les populations installées dans la zone opérationnelle nord. »	9 850 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un Etat Membre cf. section 4.3.1	9 850 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	150 000
Provision pour dépenses imprévues	0
Totaux	10 000 000

4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage, qui constitue un cadre de dialogue entre le gouvernement de Côte d'Ivoire, l'UE et les États membres de l'UE, est établi pour assurer la gouvernance de l'action. Il est composé du MINDEF, du MSPC, de l'Etat Major Général (EMG) qui en assurent la co-présidence, de la Délégation de l'UE, des États membres de l'UE impliqués dans le secteur de la défense, des autorités locales et de l'opérateur de mise en œuvre.

La participation au Comité de pilotage pourra être élargie en fonction de l'ordre du jour. Le Comité de pilotage permettra de faire le suivi des activités prévues dans le cadre de l'action. Il se réunit en principe deux fois par an. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées selon les besoins.

Le Comité technique assure quant à lui le suivi technique et opérationnel. Composé d'un représentant du MINDEF, d'un représentant du MSPC, d'un représentant de l'EMG, d'un représentant de la Gendarmerie, d'un représentant de chaque service ou unité impliqué dans le cadre de l'action et d'un représentant de la Délégation de l'UE et de l'opérateur de mise en œuvre, il se réunira en principe tous les 3 mois et au moins avant la tenue du Comité de pilotage.

Les résultats des travaux pourront aussi nourrir les échanges dans le cadre du dialogue politique entre la CI et l'UE. Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Pour plusieurs indicateurs repris dans le cadre logique, une étude permettant de déterminer le niveau de base et les cibles à atteindre sera réalisée par le partenaire de mise en œuvre au démarrage de l'action. De plus, en ce qui concerne OS 3, l'étude de base sera menée en étroite collaboration avec Equal Access, qui met en œuvre un projet sous financement USAID dans zone nord de la Côte d'Ivoire.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins trois fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rend compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Chaque rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

Le partenaire de mise en œuvre sera tenu de fournir également toutes les informations techniques et financières en sa possession pour faire le suivi de l'engagement conjoint de l'Union européenne et de la France dans le cadre de la Team Europe Initiative « Paix et Stabilité ».

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi de l'action, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contracté(es) par la Commission.

Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que ce sont *les actions pilotes initiées et la mise en place du nexus sécurité et développement dans le Nord de la Côte d'Ivoire*.

Dans le cas d'une initiative « Team Europe », les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leurs travaux auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.